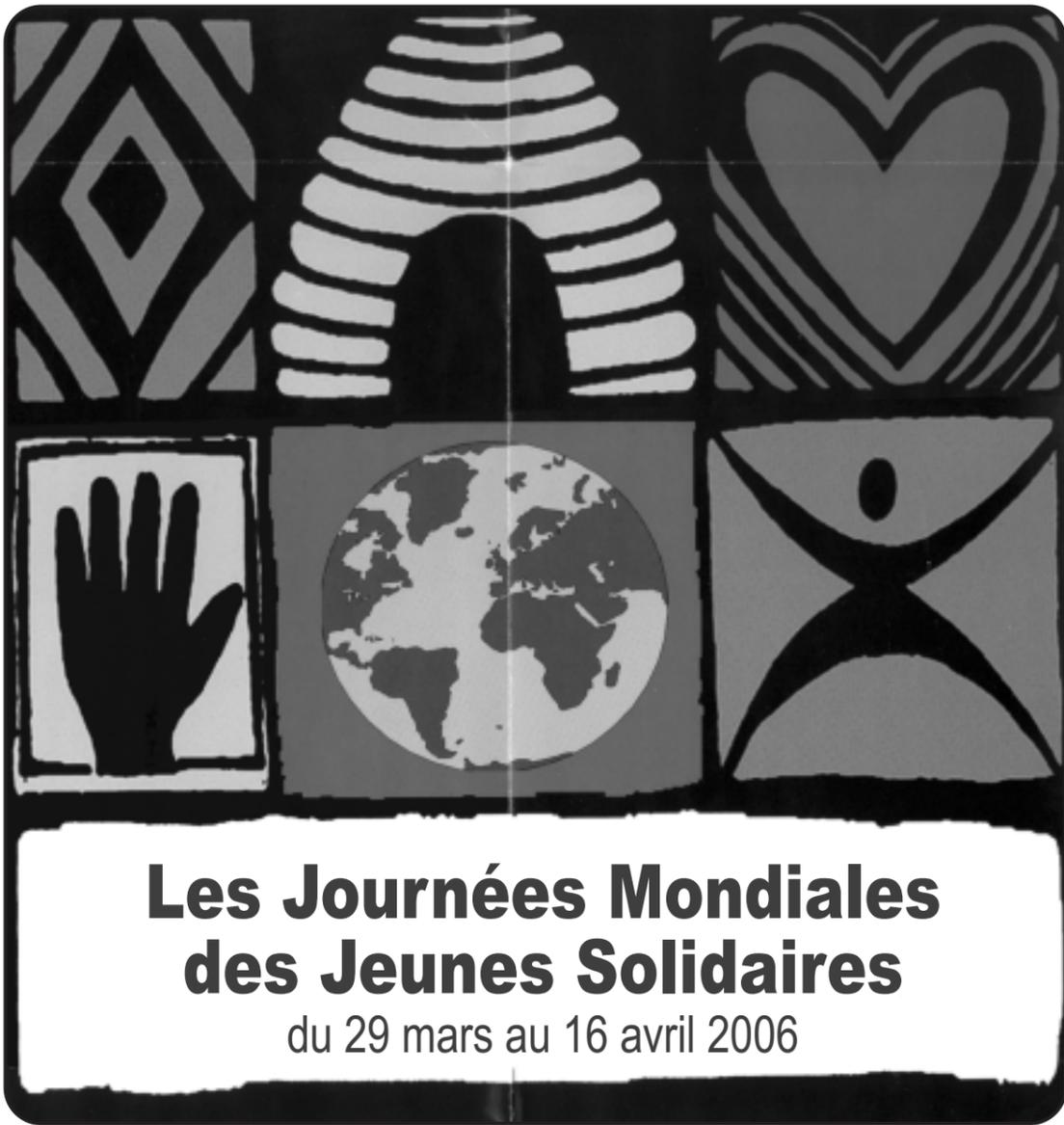


Volontaires !

n° spécial jnjs

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE - AVRIL 2006



afev

L'Association de la fondation étudiante pour la ville (afev), association d'éducation populaire créée en 1991, lutte contre les inégalités et agit dans les quartiers en mobilisant des étudiants bénévoles. Accompagnement à la scolarité, insertion sociale et professionnelle, promotion de la santé : l'afev en 2006, ce sont 5000 volontaires, accompagnant 8000 enfants, adolescents et jeunes en difficulté dans toute la France, en partenariat avec des collectivités territoriales, des équipes pédagogiques, des universités, des associations de quartier... Aujourd'hui, la recherche de nouveaux espaces d'engagement et de nouveaux programmes ou la reconnaissance du bénévolat par les universités sont autant d'éléments de promotion, de reconnaissance et de généralisation du volontariat étudiant de solidarité.

Les Journées Mondiales des Jeunes Solidaires

du 29 mars au 16 avril 2006

Deux semaines pour promouvoir l'engagement solidaire des jeunes

Des millions de jeunes du monde entier s'engagent durablement dans des actions de solidarité. Une fois par an, des Journées s'organisent pour promouvoir cet engagement et susciter l'envie d'être solidaire. **Impulsée par l'ONU dans plus de 125 pays, cette initiative mobilise en France plus de 50000 jeunes.**

Des centaines d'actions et d'événements seront organisés dans toute la France : Albi, Bordeaux, Poitiers, La Rochelle, Saint-Denis de la Réunion, Saint-Étienne, Nancy, Dunkerque, Lens, Béthune, Saint-Denis, Créteil, Nanterre, Rennes, Caen...

De plus, **cinq journées phares** seront autant d'occasions de rencontres et d'échanges autour de bodegas associatives, de débats citoyens, d'initiations et de performances, de concerts événements. Chaque journée permet aux jeunes bénévoles et aux associations qui les mobilisent de décliner leurs expériences, leurs problématiques, leurs combats... Elles ont chacune leur atmosphère, leur ambiance, leur décor, au gré de la magie des lieux et de l'inventivité de chacun.

Paris – le Cabaret sauvage – **29 mars**
Roubaix – la Condition publique – **5 avril**
Lyon – le Transbordeur – **6 avril**
Nantes – centre ville – **8 avril**
Toulouse – le Zénith – **12 et 13 avril**

ÉDITORIAL

L'éducation, avenir de nos quartiers

par Nicolas Delesque, secrétaire général de l'afev



Après la tempête de novembre, au déferlement de réactions, au brouhaha médiatique a succédé le temps des annonces : annonces gouvernementales et annonces locales, annonces politiques et annonces publiques. Le calme revenu dans nos quartiers, les décideurs ont élaboré leurs discours, leurs arguments ; les chercheurs

DK y vont de leurs analyses et de leurs comparaisons, et les acteurs – de terrain, pas des planches – se sont remis au travail en essayant tantôt de réparer ce qui a été cassé en quelques jours, tantôt de profiter de cette crise pour faire avancer telle ou telle problématique. Et c'est bien le paradoxe de la situation. Ces violences condamnées unanimement ont aussi conduit à des prises de positions et engagements forts de la part des décideurs. Nous pourrions étudier le bilan quand il sera temps, mais aujourd'hui il est agréable de constater que les réponses apportées à cette crise relèvent d'un consensus raisonnable. À part quelques irréductibles excités qui font encore appel au rétablissement de l'ordre, l'ensemble de la communauté nationale s'accorde sur un point : l'avenir de ces quartiers passe par l'éducation et la formation. Des associations aux syndicats, de la gauche à la droite, tous ont souligné que la violence s'enracine dans l'échec de notre système éducatif dans ces territoires, tous ont tracé la solution dans une politique énergique pour rattraper ces retards.

Bien entendu, et c'est heureux pour notre démocratie, des divergences subsistent sur les solutions et les moyens à apporter

pour avancer. Mais nous ne pouvons que nous féliciter, en tant que mouvement d'éducation populaire, qu'un consensus ait été trouvé sur l'importance et la prévalence de la question éducative. Enfin! serait-on tenté de soupiner. Que de temps perdu, que de décalages vécus ces dernières années entre les préoccupations des citoyens et les thèmes de la scène politique et médiatique. Enfin semblent s'éloigner les débats stériles, parfois nauséabonds et surtout sans perspectives d'avenir qui surfaient sur les peurs des plus fragiles, le danger de l'inconnu et l'absence de solutions positives. Tous les indicateurs nous montrent que l'éducation est devenu le sujet numéro un des préoccupations des Français, c'est un acquis qu'il nous faut préserver.

Attention, tout n'est pas résolu pour autant. Tout d'abord, discuter d'éducation est un débat qui est loin d'être neutre. Discuter d'éducation, c'est aussi discuter de la société dont nous voulons. Parler des ZEP, c'est bien sûr parler des moyens, mais c'est aussi parler de la capacité de notre société et des individus qui la composent à accepter la mixité sociale, le partage des connaissances, de nos richesses collectives et individuelles.

Ensuite, l'attente étant importante, il s'agit de ne pas décevoir, ou le retour de bâton risque d'être cinglant.

Les annonces ont été faites, le débat est posé, le temps de l'élaboration et de l'action est venu. Tous les acteurs sont concernés quelle que soit leur place dans notre société civile.

Nous sommes tous concernés mais, au-delà, nous serons tous responsables si nous renonçons à débattre, imaginer, expérimenter de nouvelles solutions. Nous serons disqualifiés, nous, acteurs

de l'éducation, si nous ne tentons pas tout ce qui est en notre pouvoir pour faire de nos quartiers de réels espaces éducatifs, de nos écoles de véritables lieux de formation à la vie. Soyons humbles, ne cherchons pas la solution avant de l'avoir testée. N'attendons pas de tout réformer pour avancer.

Ce n'est pas le résultat qui est salué dans le remerciement des familles à nos bénévoles, mais bien leur action, leur énergie, leur volontarisme pour aider leurs enfants. De la même manière, il ne peut y avoir d'échec si toute la société décide de dire stop au gâchis scolaire dans certains quartiers, parce qu'il en restera du lien social que nous aurons su retisser, de la considération que nous aurons su partager.

À la question "comment réformer l'école", Edgar Morin répondait qu'« il faut savoir commencer, et le commencement ne peut être que déviant et marginal ».

Plus que jamais, nos "Journées Mondiales des Jeunes Solidaires" vont être le moment de rassembler celles et ceux qui veulent participer de ce commencement. Plus que jamais, elles valoriseront l'énergie et l'envie qu'il y a chez beaucoup de jeunes de faire avancer la solidarité. Plus que jamais, elles vont montrer que les jeunes sont une ressource pour le présent, pour répondre aux questions posées aujourd'hui. Alors oui, soyons déviants, proposons partout notre projet pour que, de 5000, nous soyons bientôt dix fois plus, pour que les citoyens se réapproprient les questions éducatives, pour que bientôt, jeunes des quartiers et étudiants solidaires, nous ne soyons plus marginaux ! Bonne fête des Jeunes Solidaires à toutes et à tous.

REPORTAGE

Comment Baudelaire a atterri en prison

par Paul Falzon-Monferran

Un atelier d'écriture en pleine maison d'arrêt : c'est ce que propose chaque semaine Bastien, membre de l'association étudiante Génépi, à une dizaine de détenus.

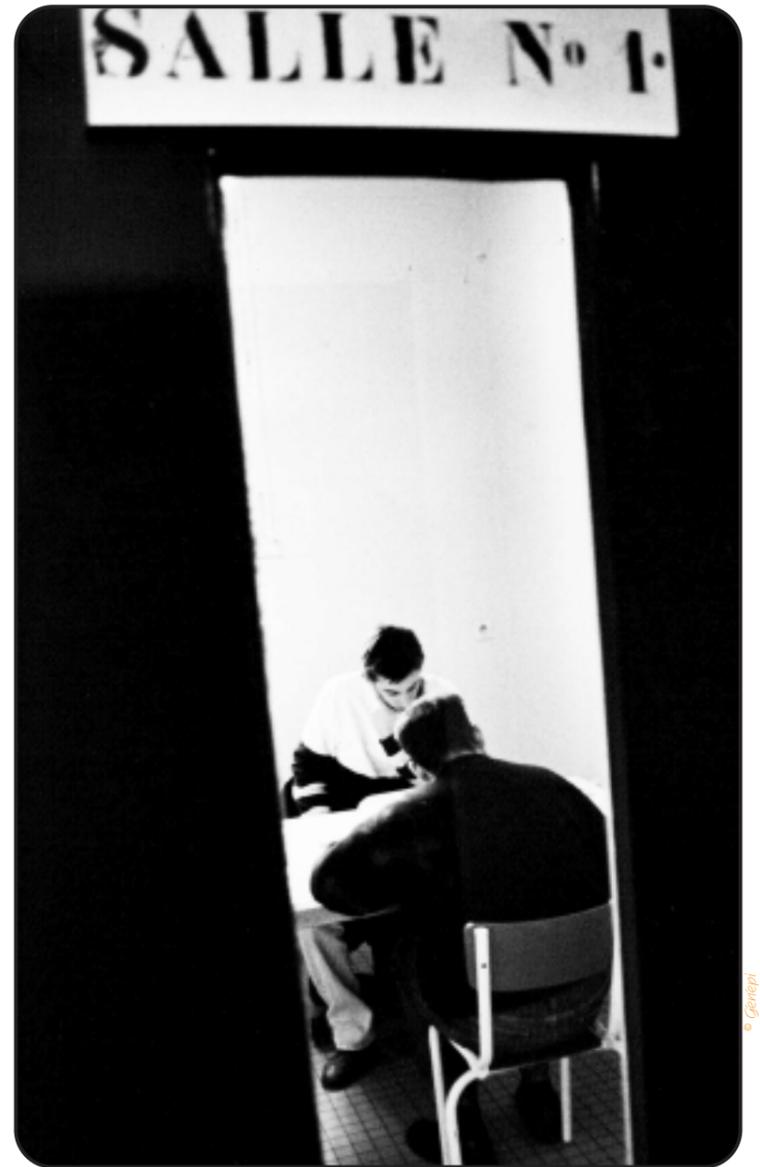
La route qui sépare ses salles de cours à Paris de la maison d'arrêt de Meaux, Bastien Merot la parcourt une fois par semaine, le jeudi après-midi. Cet étudiant en sciences politiques organise depuis trois mois un atelier d'écriture pour les détenus dans le cadre de l'association Génépi (www.genepi.fr). Présenter sa carte d'identité, ouvrir son sac, passer sous un détecteur de métaux : « les mesures de sécurité ne sont pas plus lourdes que dans certaines bibliothèques », s'amuse le jeune homme de 21 ans. Une fois dans l'enceinte de la prison, Bastien récupère la liste des inscrits à la séance du jour. « L'atelier peut accueillir dix personnes mais ce chiffre varie. Les détenus peuvent préférer gagner un peu d'argent en travaillant, ou faire du sport. Parfois, l'un d'entre eux est libéré, parfois, certains n'ont simplement pas envie. Mais quand ils viennent, souligne Bastien, c'est qu'ils veulent participer. Y compris ceux qui n'avaient jamais touché à l'écriture auparavant. » Premiers cours, premières tentatives. Chaque détenu est invité à se présenter en quelques lignes. « Je peux te raconter la vie en prison, t'expliquer comment ouvrir une voiture, mais parler de moi, non, je ne peux pas », ironise un nouveau participant. À leur rythme, au fil des pages – chaque séance dure deux heures environ – les détenus découvrent leurs capacités. Et les projets se font plus ambitieux. « La dernière fois, nous avons proposé de mêler des poèmes marocains à des œuvres de Baudelaire. Chacun créait son propre univers, avec sa sensibilité. Ces bouts de vers recomposés les uns avec les autres rendaient quelque chose d'original, et souvent de beau », se souvient Bastien. Et d'ajouter : « On se rend compte que l'écriture reste un moyen unique de s'évader de l'univers carcéral ou de le rendre plus supportable. »

L'un des ateliers qui ont le mieux marché était celui où les détenus décrivaient, sur le modèle des maximes de La Rochefoucauld, leur vie derrière les barreaux, leurs constats, leurs espoirs, leurs déceptions. C'est cette dimension d'ouverture qui a motivé Bastien pour créer l'atelier. « Ouverture pour les détenus et ouverture pour moi », tient à préciser le jeune homme. Loin de l'image de violence que la prison véhicule en dehors de ses murs, il dit avoir rencontré des personnes avec qui il est possible de parler

de tout. Pourquoi a-t-il décidé d'intervenir auprès de détenus? Bastien évoque une discussion avec un parent membre de l'administration pénitentiaire. Avec un ami incarcéré, aussi. « Je ne connaissais rien à cet univers, cela m'a fait réfléchir. » Le jeune homme décide de faire un premier stage à Fresnes, une des plus grosses prisons de la région parisienne. Il y découvre le service pénitentiaire d'insertion et de probation (Spip), un organisme chargé de préparer et de suivre les détenus à leur sortie, et l'importance de l'action culturelle. Spectacles de danse ou de théâtre, lectures, tout ce qui peut rapprocher du monde extérieur facilite le retour dans la société. « Le Génépi a été le moyen naturel de poursuivre et d'approfondir cette expérience, explique Bastien. L'association propose des conférences qui permettent de mieux appréhender la vie en prison. »

Se battre pour ouvrir l'univers carcéral

Durant leur cycle de formation obligatoire, les futurs génépiistes reçoivent les conseils de sécurité de base : ne pas donner son adresse, ne pas interroger les détenus sur leur peine, etc. Surtout, ils peuvent dialoguer avec des gens qui se battent pour ouvrir l'univers carcéral. Bastien se dit « impressionné » par la rencontre avec ces médecins, ces artistes, mais aussi ces responsables de l'administration pénitentiaire. Il cite encore cet architecte qui a dessiné des prisons « d'un nouveau type », lumineuses, aérées. Sans aucun doute l'une des raisons qui l'ont incité, après son stage dans le vieil établissement de Fresnes, à rejoindre le groupe Génépi de Meaux. « C'est une maison d'arrêt moderne, propre, construite il y a peut-être deux ans. Je crois qu'il est important que la prison soit considérée comme un lieu de vie, et pas seulement comme un centre d'enfermement », estime Bastien. Ce pourrait être un résumé de son engagement.



INTERVIEW BENJAMIN QUINTO, DIRECTEUR EXÉCUTIF DU G.Y.A.N.

« Mettre en lumière la contribution positive des jeunes »



Vous êtes à l'initiative du Global Youth Action Network (GYAN) qui réunit des milliers d'organisations de jeunesse à travers le monde. Vous coordonnez depuis 2000 le Global Youth Service Day (les Journées Mondiales des Jeunes Solidaires) afin de faire converger chaque année au mois d'avril les actions de jeunes volontaires à travers le monde pour promouvoir l'engagement solidaire des jeunes. Quelles ont été les motivations de votre engagement ?

Le GYAN a été créé dans l'optique de rapprocher et de consolider les efforts de jeunes voulant changer le monde. Quand Youth Service America nous a proposé de collaborer au lancement et à la coordination des

Journées Mondiales des Jeunes Solidaires, nous avons immédiatement pris la mesure du potentiel de l'événement. Au moment où les jeunes s'engageaient massivement dans des actions de solidarité de proximité, nous nous devions d'apporter notre aide à une manifestation si ponctuelle, d'autant plus que notre réseau grandissant pouvait coordonner de manière efficace le bon déroulement des célébrations. Ce potentiel nous a néanmoins surpris à travers une croissance de 400 % pendant les trois premières années pour devenir la plus grande manifestation annuelle de jeunes volontaires. Notre volonté d'engagement n'a fait que se renforcer à l'idée que cette manifestation était en mesure de mobiliser les énergies de millions de jeunes, d'aider à l'émergence d'une forte culture d'engagement citoyen et de mettre en lumière la contribution positive et quotidienne des jeunes dans la société.

« Donner aux jeunes la parole » était le premier but du réseau GYAN. De quelle manière la participation des jeunes au sein des instances internationales comme l'Organisation des Nations Unies a-t-elle évolué depuis la création du réseau en 1999 ?

Au cours des six dernières années, il y a eu une augmentation historique de la participation de la jeunesse au sein de l'Organisation des Nations Unies. Après la création du GYAN, le forum mondial de la jeunesse des Nations Unies a dû fermer ses portes. Malgré cela, de plus en plus de jeunes ont commencé à intégrer les délégations officielles des pays à l'ONU. Le nombre de jeunes a plus que triplé l'an passé. D'autre part, de nombreux forums, y compris ceux tenus par les Nations Unies, ont renforcé les mécanismes de participation de la jeunesse. C'est notamment le cas des « Comités de la Jeunesse pour le Sommet Mondial sur la Société d'Information », de la « Convention sur le Changement Climatique », du « Sommet Mondial sur le Développement Durable ». Certaines agences des Nations Unies, telles que le Fonds des Nations Unies pour la Population, ont com-

mencé à créer des « Comités Consultatifs sur la Politique Jeunesse ». Le GYAN est fier d'avoir apporté son soutien à nombre d'entre eux, ainsi que d'avoir contribué à permettre à des jeunes de s'engager dans leur organisation avec en perpétuelle ligne de mire la volonté d'instaurer une continuité année après année.

Les étudiants bénévoles de l'afev s'engagent deux heures par semaine auprès de jeunes en difficulté. Selon une étude-action conduite avec le Cabinet Trajectoires Réflex, deux principaux motifs expliquent l'engagement des étudiants bénévoles à l'afev : être utile à la société et aider des jeunes en difficulté. Ils veulent avant tout participer activement et concrètement à la société dans laquelle ils vivent et mettre en oeuvre immédiatement les idées et les valeurs qu'ils soutiennent. Au regard de cette étude, en quoi les motifs d'engagement des volontaires du GYAN rejoignent ceux des bénévoles de l'afev ?

Je dirais que les membres et les volontaires de nos organisations respectives partagent les mêmes motivations et sont animés d'intentions identiques. Il demeure sans doute une divergence d'engagement, l'approche du GYAN consistant à mettre en réseau des volontaires d'associations et de promouvoir des projets préexistants afin de créer une vraie force de lobbying et de donner naissance à un mouvement plus cohérent pour un changement social. Il est néanmoins clair que la plupart des jeunes engagés partagent les mêmes convictions : que le changement est nécessaire, que la justice doit prévaloir et que la jeunesse demeure le levier des mouvements pour le changement social. Nous voulons que les efforts des jeunes pour provoquer un changement positif au sein de leur société soient plus reconnus et mis en réseau, encouragés et soutenus.

Pour finir, pouvez-vous nous donner quelques exemples marquants de projets qui seront menés pour fêter la prochaine édition des JMJS ?

Au fil des années, la gestion des JMJS nous a offert l'opportunité d'assister à la réalisation de quantité de projets extraordinaires. Il a été fabuleux d'être les témoins d'événements tels que la création du « Conseil National de la Jeunesse » et la construction de bibliothèques en Afghanistan suite au conflit de 2002, avec des jeunes apportant leur aide à la mise en place de nouvelles politiques pour le futur de leur pays ; ou encore en Irak durant l'année 2004 où des organisations collectaient et redistribuaient des fournitures scolaires à des dizaines d'écoles. Au Brésil, le soutien du Président et l'intégration d'un service civique dans les programmes éducatifs ont eu un impact mesurable et durable. Cette année, au Burundi, d'anciens enfants soldats bénéficieront de formations et participeront à des distributions aux malades infectés par le virus du SIDA. Les organisateurs des Journées Mondiales des Jeunes Solidaires à travers le monde viennent tout juste de commencer à communiquer leurs événements sur le site www.gysd.net.

www.jeunes-solidaires.org

POINT DE VUE

Être bénévole à l'afev : un engagement individuel à vocation solidaire

Entretien croisé avec Pascal Bavoux, sociologue (cabinet Trajectoires-groupe Reflex), et Jérôme Sturla, directeur délégué de l'afev.

Dans quel contexte se situent les formes d'engagement proposées par l'afev ?

P. Bavoux : Alors que l'individualisme, en tant que grand concept de notre civilisation occidentale, s'accompagne de plus en plus de phénomènes d'atomisation, de solitude et d'égoïsme se pose la question : comment parvenir à relier ce que nous avons tendance à fragmenter, à séparer ?

Dans un contexte où de nombreuses associations peinent à mobiliser des jeunes, l'afev non seulement capte des individus déjà sensibilisés, mais aussi et surtout une majorité de nouveaux venus dans le monde associatif et bénévole.

Concernant ces derniers, il est important de souligner le caractère fondamental que revêt un premier engagement, tant on sait qu'il est souvent prometteur en termes d'investissement et de mobilisation futures pour d'autres actions à dimension collectives.

J. Sturla : L'aspiration à un monde meilleur, substitutif au « rêve d'un autre monde », reste une valeur dominante chez les jeunes.

Les structures collectives issues de la société civile qui prétendent intervenir ou contribuer à l'amélioration du fonctionnement de nos sociétés doivent mesurer cette évolution.

En privilégiant l'action comme vecteur de son intervention sociale, l'afev intègre dans sa démarche que la complexité du monde ne s'ordonne plus simplement d'un point de vue idéologique.

En permettant à des milliers de jeunes d'accomplir des actes de solidarité sur des territoires, à l'échelle locale, cette association démontre que des dynamiques de mobilisation collective, d'un nouveau type, peuvent facilement se mettre en œuvre.

En quoi ces nouvelles formes d'engagement tranchent-elles avec le passé ?

P. Bavoux : Les étudiants de l'afev s'investissent dans leurs actions surtout en tant qu'individus, et beaucoup moins comme membres d'un corps qui défendrait une cause collective.

De plus, leur engagement est pluriel et dépasse le seul cadre de l'association. Celui-ci se manifeste à la fois par le choix de plusieurs associations à travers lesquelles on mène différents types d'actions, ainsi que par le choix d'une implication citoyenne de tout instant.

Deux motifs principaux expliquent l'engagement des étudiants à l'afev : être utile à la société et aider des publics défavorisés.

La volonté d'être utile et l'exigence d'action président donc inmanquablement à ce type d'engagement étudiant. Ceux-ci exigent avant tout une participation active et concrète à la société dans laquelle ils vivent ainsi qu'une mise en pratique immédiate des idées et des valeurs qu'ils soutiennent.

Ces étudiants ne portent donc pas une vision globale du monde qu'ils souhaiteraient soutenir à travers l'engagement d'un col-

lectif. On ne se situe pas du tout dans un militantisme prosélyte, au sens où le collectif s'affiche comme un spécialiste du devoir-être, qui agit et fait agir au nom du futur, du bien, et qui prétend créer un homme nouveau. On se situe au contraire dans la référence à un principe, un enjeu avec une exigence profonde d'action pour la mettre en œuvre.

J. Sturla : Pour caractériser les motivations d'engagement du réseau des bénévoles de l'afev nous nous rapprocherons de la thèse du sociologue américain Mancur Olson relative à la théorie « des groupes latents ».

Selon lui, « il existe des ensembles importants d'individus interdépendants qui ont des intérêts communs et pourtant ne se constituent pas en groupe sauf si un entrepreneur d'action collective les mobilise ».

En appliquant ce raisonnement à l'afev, nous faisons jouer à cette structure le rôle de « l'entrepreneur d'actions collectives » qui agit auprès d'acteurs qui ne se connaissent pas entre eux, même tout au long de l'année des actions de suivis individuels dans le domaine de la solidarité et dont l'interdépendance correspond à un même désir d'engagement auprès des autres.

En effet, à travers la mise en place d'actions de solidarité, cette association favorise l'engagement individuel de jeunes qui ont la volonté d'être utile à la société dans son ensemble.

Ainsi, nous pourrions définir l'afev comme un collectif « d'engagements individuels à vocation solidaire ».

INTERVIEW STEPHEN CAZADE, DIRECTEUR D'UNIS-CITÉ, PARTENAIRE DES JMJS

« Organiser un brassage, une mixité sociale et culturelle entre les jeunes »

Présentez-nous Unis-Cité.

Unis-Cité a lancé et expérimenté depuis 1994, une forme de service civil volontaire qui permet aux jeunes de consacrer une année scolaire, neuf mois, à temps plein, à des actions de solidarité et des actions collectives. La particularité de ce cadre-là, outre d'être un engagement volontaire, en termes statutaires, à temps plein, exclusif de tout autre, se fait en équipe de sept volontaires, dans lequel on organise un brassage et une mixité sociale et culturelle entre les jeunes. Le projet initial, qui est toujours celui d'Unis-Cité, était de créer un cadre qui n'existait pas à l'époque, pour les jeunes, de s'engager sans partir à l'étranger, de se consacrer à une année d'utilité sociale. Et que cette année soit aussi une période de brassage social et de rencontre avec des jeunes d'horizons différents, dans l'idée que les futurs artisans, commerçants ou décideurs politiques de demain fassent une année ensemble.

Pour l'année scolaire 2005-2006, nous avons 180 volontaires, et plus d'un millier sont passés depuis 1994. Nous effectuons des campagnes de recrutement dans les régions dans lesquelles nous sommes présents. Après, nous avons tout un processus de sensibilisation, d'information et de recrutement. Nous n'avons pas de critères de qualification ou de compétences sous quelque forme que ce soit. Notre critère - seul et unique -, c'est la motivation. On ne s'engage pas neuf mois à temps plein comme on est bénévole ponctuellement. C'est un engagement fort, personnellement et individuellement. Nous nous assurons de la bonne compréhension du projet et que le choix personnel est bien assumé, car c'est un choix de vie. Comme nous souhaitons faire du brassage, le recrutement de volontaires se fait dans des canaux très différents : aller dans des universités, des grandes écoles, comme dans des missions locales ou des associations de quartier ; trouver le brassage.

Quel est le statut du Volontariat Civil de Solidarité ?

C'est le chapeau légal sur lequel les volontaires s'engagent. C'est un statut créé suite à la suspension du Service national, dans la poursuite des volontariats internationaux déjà existants en entreprise, les volontariats civils en ambassade, en coopération. C'est une sous-partie de cette loi-là et qui permet d'avoir un cadre statutaire pour les jeunes. Ils ont une protection sociale, le montant de leur indemnité (qui est actuellement de 610 €) est comptabilisé dans les points de retraite. Aujourd'hui, nous utilisons le Volontariat Civil, qui est un statut de droit public, et à partir de la prochaine promotion, en octobre 2006, nous devrions utiliser le futur statut de Volontariat Associatif.

Faut-il le rendre obligatoire, comme c'est le débat actuellement ?

Pour nous, il est surtout question de rendre naturel le Service Civil pour tous les jeunes et de le développer largement dans la jeunesse. Aujourd'hui, environ 200 jeunes sont concernés à Unis-Cité. Si nous voulons que cela impacte la société, il faut déjà qu'il y ait des dizaines de milliers de jeunes. Notre but, c'est que ce service devienne naturel et incontournable, ensuite nous n'avons pas de position arrêtée sur la question « obligatoire ou volontaire ». Par contre, ce que l'on sait aujourd'hui, c'est que pour qu'un service civil volontaire réussisse, il faut que ce soit une année qui soit réellement utile : des missions qui permettent le brassage... utiles et en même temps bien organisées, pour permettre la mixité. Il faut en développer des centaines de milliers. Aujourd'hui, ça n'existe

pas, les conditions ne sont pas remplies. Les structures, qu'elles soient parapubliques ou associatives, n'ont pas l'habitude. Il faut l'installer dans la culture. Il faut que ce Service Civil, si on ne passe pas par le volontariat, soit légitime - du moins, qu'il soit vécu comme légitime par les jeunes qui le feraient. Aujourd'hui, un service civil sorti de nulle part, alors qu'il n'y a que 200 jeunes qui le font en France, même si beaucoup en font la demande ou pourraient potentiellement la faire, serait-il légitime ? On peut craindre que non.

Pour nous, quoi qu'il en soit, passer par un service volontaire, très ambitieux, très incitatif, et reconnu par la société, donnerait les moyens de créer les conditions pour que ce service devienne naturel et légitime pour les jeunes. Il existe de nombreux besoins sociaux et environnementaux, que les jeunes pourraient combler, mais cela ne se fait pas en un claquement de doigts. Si dans cinq ans, il y a 250 000 jeunes volontaires, on pourrait envisager de passer à l'obligatoire.

Que faites-vous pour les quartiers en difficulté ?

Nous avons une double action. Beaucoup de jeunes qui s'engagent sont issus de ces quartiers. Ces jeunes ont généralement été moins bénévoles auparavant, car ce n'est pas dans les habitudes culturelles. On constate une énergie et une dynamique non utilisée dans ces quartiers. Quand on leur dit qu'on a besoin d'eux, qu'on leur explique qu'il existe un cadre, notamment grâce à l'indemnité, il y a une envie. Ils se sentent comme un poids pour la société ; nous inversons le schéma, et nous leur expliquons qu'ils sont une richesse et qu'on a besoin d'eux. Ce sont de vrais exemples positifs. Enfin, nos équipes de volontaires, composées chacune de sept personnes, mènent généralement quatre à cinq projets par an, souvent dans ces quartiers, car ce sont des territoires où les besoins sociaux sont forts : chantiers d'amélioration du cadre de vie, sensibilisation à l'environnement, actions péri-scolaires... des actions de liens.

Les Journées Mondiales des Jeunes Solidaires...

Nous sommes membres du comité de pilotage depuis deux ans. Nous avons tout de suite répondu à l'appel de l'afev, pour être pleinement partie prenante. Parce que faire se mobiliser les jeunes et surtout montrer cette mobilisation, cette capacité et cette envie d'engagement, rentre complètement dans la charte et les pratiques d'Unis-Cité. Nous avons d'ailleurs changé la date des Grandes Journées du Volontariat, qui est notre principal événement de sensibilisation, pour les inscrire dans les JMJS : on invite le grand public, et principalement les jeunes, dans les villes où nous sommes présents, à devenir volontaires d'un jour, sur des chantiers que nous avons l'habitude d'organiser.



**INTERVIEW GRÉGORY HUCHON, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRÉTIENNE (MRJC),
PARTENAIRE DES JMJS**

« Construire des ponts entre les jeunes des villes et les jeunes des champs »

Le MRJC est un mouvement géré et animé par des jeunes en milieu rural depuis soixante-quinze ans. Quel regard portez-vous sur les formes actuelles d'engagement des jeunes ?

Il n'existe pas de formes d'engagement "modèles". Les nouvelles formes d'engagements, qui s'imaginent au regard des mutations de la société, viennent percuter, interroger les lieux traditionnels d'engagements (partis, syndicats...). La difficulté est de ne pas tomber dans le fatalisme « les jeunes ne s'engagent plus » : on sait qu'ils s'engagent si on leur donne les cadres, la possibilité. Mais il est tout aussi difficile de ne pas tomber dans une vision idyllique de l'engagement des jeunes « les jeunes s'engagent, c'est formidable », sans poser un minimum de repères à l'engagement : un engagement qui articule dimension personnelle et dimension collective, un engagement qui s'inscrit dans un parcours, un engagement qui participe d'une visée « politique » pour un meilleur vivre-ensemble, un engagement enraciné dans un lieu de vie, des relations humaines, qui ne soit pas que ponctuel et « émotionnel »...

Le MRJC mène une recherche sur l'intégration socio-économique des jeunes en milieu rural. Quelles sont les problématiques spécifiques rencontrées par les jeunes en milieu rural ? Quelles sont vos propositions pour favoriser leur intégration ?

Les jeunes décideront de s'installer ou de rester en milieu rural à un certain nombre de conditions : un emploi, des services suffisants (école, crèches...), un logement, la qualité de vie (vitalité associative, cadre environnemental...). Parmi ces facteurs qui favorisent l'intégration des jeunes, le facteur emploi est primordial. Le manque d'emploi en milieu rural provoque une forte mobilité des jeunes, notamment des plus diplômés, vers les grands centres urbains. Cette migration, ajoutée à une migration des ruraux qui vieillissent. Un des principaux enjeux tourne pour nous autour de la création d'activités économiques. Comment donner

envie aux jeunes de créer des activités économiques ? Comment sensibiliser les acteurs locaux à ce défi ? Comment mieux articuler la formation et l'expérience professionnelle ?

Quelles initiatives créatrices de lien social sont mises en œuvre par les jeunes du MRJC ?

Les jeunes du MRJC se retrouvent sur leur commune ou leur communauté de communes. Ils sont en général une dizaine, mènent un diagnostic du territoire sur lequel ils habitent afin de repérer les forces et les faiblesses du territoire. À partir de là, ils imaginent des propositions qu'ils mettent en œuvre avec d'autres. Les réponses sont par conséquent diverses en fonction des jeunes et en fonction des défis du territoire : dans le Pays basque, un projet de construction de logements pour les jeunes, dans les Hautes-Pyrénées un livret pour l'accueil des nouvelles populations, en Rhône-Alpes une expérimentation pour favoriser l'installation agricole de jeunes... En novembre dernier, une cinquantaine de ces groupes ont mené une « action symbolique » dans le cadre d'une campagne « Vivre Ici » que nous avons organisée pour sensibiliser la population locale à la question de l'intégration socio-économique des jeunes dans les villages.

Le MRJC s'engage dans les Journées Mondiales des Jeunes Solidaires. Quel est le sens donné à votre participation ?

Depuis près de quatre-vingts ans le MRJC est un acteur de l'engagement des jeunes. Il est donc « naturel » de s'associer à l'initiative de l'afev pour promouvoir un engagement solidaire de la jeunesse. Il nous semble par ailleurs que nous devons renforcer le travail entre associations pour favoriser des parcours d'engagement. Il y a aussi des ponts à construire entre les jeunes des villes et les jeunes des champs!



“VIVRE ICI”, LA CAMPAGNE DU MRJC SUR L'INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES JEUNES EN MILIEU RURAL

**INTERVIEW MICKAËL DELAFOSSE,
PRÉSIDENT DE LA MUTUELLE DES ÉTUDIANTS (L.M.D.E.)**

« C'est à la société de reconnaître l'engagement étudiant, y compris formellement »



Quels espaces d'engagement la LMDE propose-t-elle aux étudiants ?

La LMDE est une mutuelle. Elle est donc gérée par ses adhérents, les étudiants eux mêmes. Il s'agit là d'une lourde responsabilité mais également d'une symbolique forte sur la capacité des jeunes à conduire des projets de manière responsable et autonome. Les étudiants peuvent s'engager à la LMDE à travers les sections locales mutualistes. Celles-ci se montrent très actives sur les questions notamment de prévention et d'éducation à la santé, d'accompagnement des étudiants en situation de handicap... Des thématiques qui ouvrent de riches perspectives en termes d'engagement et d'action! Bienvenue à tous!

Quelles seraient selon vous les mesures innovantes que les universités pourraient prendre dans le sens d'un engagement massif des étudiants ?

Quelques initiatives heureuses, et néanmoins insuffisantes, ont vu le jour au sein des établissements d'enseignement supérieur. Il demeure toutefois indispensable d'aller plus loin en termes de locaux mis à disposition pour les associations, d'aménagement de cursus, de reconnaissance pédagogique dans le cadre du LMD... mais je crois que c'est à la société de reconnaître, globalement et parfois formellement, l'engagement étudiant. Quelques exemples : pourquoi ne pas ouvrir les troisièmes concours de la fonction publique aux acteurs étudiants (les entreprises privées apprécient l'engagement dans les CV). Sur le plan symbolique on peut s'étonner que la République, à travers la Légion d'honneur, ne distingue jamais de jeunes personnalités... La présidente de l'afev, pour ne citer qu'elle, pourrait être décorée, au même titre que de nombreuses autres jeunes personnalités !

La question de l'engagement est corrélée à l'enjeu de la citoyenneté. Le vrai débat porte sur la volonté et la manière dont notre pays entend promouvoir et reconnaître, pour chacun d'entre nous, l'engagement.

La LMDE a lancé une campagne pour défendre et promouvoir la médecine préventive universitaire auprès des pouvoirs publics. Quels sont les enjeux de cette campagne ?

La LMDE est un acteur majeur de la santé des étudiants. Nous sommes aujourd'hui extrêmement inquiets des faibles moyens alloués aux services de médecine préventive universitaire (MPU) qui ne sont pas en mesure de remplir correctement leurs missions. Pourtant elles jouent un rôle très important en faveur de la prévention à l'université. Nous souhaitons donc voir leurs missions confortées et même étendues, notamment autour des problématiques liées à la contraception. Dans cet esprit nous défendons par exemple le libre accès aux pilules du lendemain. Nous condamnons fermement le fonctionnement actuel de notre société en matière de santé, qui autorise que seulement 3 % des dépenses de santé soient affectées à la prévention et 97 % au curatif. Pourquoi existe-t-il, plus de trente ans après la promulgation de la loi Veil, autant d'IVG en France ? Soutenir les MPU constitue pour nous un moyen pertinent et légitime d'agir sur ce type de contradiction. Espérons que nous rencontrerons, sur la question, engagement et courage politique...

S'ENGAGER

Où trouver des aides pour concrétiser ses projets?

○ Le Programme européen jeunesse

L'AFPEJ est chargée, au nom de la Commission européenne, de la mise en œuvre d'un programme d'action communautaire pour les 15-25 ans : le Programme européen jeunesse. Il favorise les échanges de groupes à travers l'Europe, l'envoi et l'accueil de jeunes volontaires dans différents pays, et aide les jeunes à réaliser leurs projets individuels et collectifs.

INITIATIVE DE GROUPES DE JEUNES

Pour tous les groupes de jeunes de 15 à 25 ans. Pour réaliser un projet collectif à dimension européenne au niveau local. Les initiatives de groupe permettent de former des jeunes citoyens actifs et solidaires.

Le projet :

- Initiative et réalisation par les jeunes eux-mêmes
- Un impact local dans le quartier, la commune, la région
- Une dimension européenne : contribution à la prise de conscience européenne et à la découverte et à la promotion de l'Europe
- Aboutir à la réalisation d'une production accessible à tous (CD ROM, pièce de théâtre, site internet, ...)

Critères :

- Un groupe de minimum 4 participants de 15 à 25 ans
- Une durée de 3 à 12 mois (préparation, réalisation et évaluation comprises)

Les pays participants : les 31 pays « Programme » :

les États membres de l'Union européenne (Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Suède) ;
les pays de l'Espace économique européen (Islande, Liechtenstein, Norvège);
les pays candidats à l'adhésion (Bulgarie, Roumanie, Turquie).

Des thèmes variés :

Art et culture, social, environnement, protection du patrimoine, médias et information des jeunes, lutte contre les exclusions et le racisme, santé, économie solidaire, sport ...

Financements :

Une subvention du Programme Européen Jeunesse de 10 000 euros maximum. Les coûts de mobilité internationale ne sont pas pris en charge.

Autres sources de financement : autofinancement, cofinancements...

Cinq dates de dépôt par an : 1^{er} février, 1^{er} avril, 1^{er} juin, 1^{er} septembre, 1^{er} novembre

Plus d'informations : www.afpej.fr

MISE EN RÉSEAU

Pour tous les groupes de jeunes de 15 à 25 ans.

Pour réaliser un projet commun conçu avec d'autres jeunes européens.

Les projets de mise en réseau permettent de former des jeunes citoyens actifs et solidaires tant aux niveaux local et national qu'au niveau européen.

Le projet :

- Initiative et réalisation par les jeunes eux-mêmes
- Un impact local dans chacun des pays participants
- Une dimension européenne : contribution à la prise de conscience européenne et à la découverte et à la promotion de l'Europe
- Aboutir à la réalisation d'une production accessible à tous (CD-Rom, pièce de théâtre, site web...)
- Il n'est pas nécessaire d'avoir réalisé un projet d'initiative de groupe pour introduire directement une demande pour un projet de mise en réseau

Critères :

- Deux groupes de minimum 4 participants de 15 à 25 ans par pays
- Une durée de 3 à 12 mois (préparation, réalisation et évaluation comprises)

Les pays participants : les 31 pays « Programme » :

les États membres de l'Union européenne (Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France,

Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Suède) ;
les pays de l'Espace économique européen (Islande, Liechtenstein, Norvège);
les pays candidats à l'adhésion (Bulgarie, Roumanie, Turquie).

Des thèmes variés :

Art et culture, social, environnement, protection du patrimoine, médias et information des jeunes, lutte contre les exclusions et le racisme, santé, économie solidaire, sport ...

Financements :

Une subvention du Programme Européen Jeunesse de 10 000 euros maximum. Les coûts de mobilité internationale peuvent aussi être pris en charge (70 %).
Autres sources de financements : autofinancement, cofinancements, ...

5 dates de dépôt par an : 1^{er} février, 1^{er} avril, 1^{er} juin, 1^{er} septembre, 1^{er} novembre

Plus d'informations : www.afpej.fr

ET AUSSI...

- Les FSDIE (Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes), gérés par les universités.
- Les financements privés : la Fondation de France (www.fdf.org) ; la Fondation Marcel-Bleustein-Blanchet pour la vocation (www.fondationvocation.org) ; les fondations RATP, Air France, BNP Paribas, Nestlé, France Télécom, Caisse des Dépôts, MACIF...
- Les financements locaux : les FPH (Fonds de Participation des Habitants), les CLAP (Comités Locaux d'Aide aux Projets des Jeunes)...

○ Le Dispositif culture actions

Culture Actions est un dispositif mis en place par le Centre national des oeuvres universitaires et sociales (Cnous) pour favoriser les projets culturels des étudiants.

Il apporte un soutien financier aux projets étudiants par le biais de deux fonds spécifiques.

Le fonds culture

Il permet de financer des projets réalisés sous de multiples formes (festival, rencontres, concerts, expositions...) dans un domaine artistique : théâtre, littérature, cinéma, photographie, arts graphiques, danse, musique, création multimédia, peinture, sculpture...

Le fonds ActionS

Il est destiné au financement des projets étudiants relevant des domaines de l'engagement : citoyenneté, solidarité, environnement, sport, solidarité internationale, économie, ainsi que les projets d'animation des lieux de vie étudiante (résidences universitaires, restos U, campus...).

Comment participer ?

Il faut être étudiant, régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur. Un projet peut être présenté par un étudiant seul ou par un groupe d'étudiants, par une association étudiante ou une institution.

Le projet :

Il peut prendre diverses formes : animation, création, exposition, expression libre, expédition, publication, diffusion, campagne, rencontre...

L'action menée peut revêtir un caractère international.

Le projet doit avoir des retombées visibles et significatives sur le milieu étudiant et présenter si possible un caractère innovant.

Le projet doit être cofinancé

Plus d'informations : www.cnous.fr



○ Envie d'agir, le programme d'aide à l'initiative et à l'engagement des jeunes

Avec ses quatre volets, le programme Envie d'agir du ministère de la Jeunesse et des Sports répond aux désirs d'engagement et de prise d'initiatives des jeunes selon la nature, la maturité et l'envergure de leur projet.

Pour soutenir les jeunes, le ministère met à leur disposition différents outils : un accompagnement pédagogique, une aide méthodologique, des financements adaptés, un site d'information dédié et des points d'appui Envie d'agir partout en France.

Le parcours Envie d'agir

Le Fonds départemental d'aide à l'initiative des jeunes (FDAIJ)

Le FDAIJ est une aide au premier projet collectif (ainsi qu'aux associations de moins de 3 ans) ou individuel qui revêt un caractère d'utilité sociale ou d'intérêt général. Une aide maximale de 800 euros peut être accordée pour la réalisation de son projet au candidat sélectionné par une commission départementale.

Le Concours de l'Engagement

Le concours de l'engagement récompense le porteur d'un premier projet collectif ou individuel précédemment primé par le FDAIJ (sauf cas particuliers) et qui revêt un caractère d'utilité sociale ou d'intérêt général dans les thématiques suivantes : citoyenneté, environnement, solidarité internationale, animation locale, solidarité de proximité et Europe.

Le concours européen Envie d'Agir

Il vise à :

- soutenir et valoriser les jeunes européens dans leur désir de s'engager dans des projets individuels et collectifs, à dimension locale, nationale et européenne, suivant des objectifs humanitaires, de solidarité, de citoyenneté, de protection de l'environnement avec des moyens aussi variés que des actions culturelles, économiques, scientifiques, sportives etc.
- construire une Europe encourageant, facilitant et reconnaissant la jeune initiative et l'engagement citoyen, en fédérant des dispositifs nationaux et européens.

Défi-jeunes

Défi-jeunes s'adresse plus spécifiquement aux jeunes de 18 à 30 ans. C'est un dispositif qui aide à la réalisation d'un projet structuré, abouti et marquant dans le parcours d'un jeune. Le projet proposé doit relever de l'esprit de création, d'aventure, d'entreprise, ou bien avoir un impact dans le projet de vie d'un jeune, ou encore comporter une visée professionnelle.

Plus d'informations : www.enviedagir.fr



TÉMOIGNAGES

Paroles de jeunes solidaires



Estelle Bakkaus, 27 ans, bénévole à Autremonde et étudiante en sciences à Paris

Ça fait maintenant 3 ans que je suis bénévole à Autremonde. J'ai commencé par rejoindre l'équipe de l'accueil de jour. Il s'agit de recréer le lien social avec les personnes en situation d'exclusion. Cette année, je donne aussi des cours d'alphabétisation à des adultes d'Afrique de l'Ouest : c'est en expliquant les codes culturels de la société française, en plus de l'apprentissage de la langue, que passe l'intégration. Il y a un véritable échange avec ces personnes. Et j'ai déjà la destination de mon prochain voyage !

Pour moi l'engagement, c'est la solidarité, c'est-à-dire aller vers les autres et discuter avec des gens vers qui je ne serais pas forcément allée sans cadre associatif.

Autremonde est une association qui correspond à mes valeurs. Et comme je m'y sens bien, j'ai décidé d'aller plus loin dans mon engagement en rejoignant le conseil d'administration. Dans mon action de bénévole, j'ai l'impression d'être utile à quelques personnes et, au sein du conseil, on a une véritable réflexion sur l'engagement, le militantisme et l'égalité des droits.

La campagne des JMJS est une initiative qui me paraît essentielle pour donner de la visibilité à l'engagement des jeunes. Souvent, ils ont peur de ne pas avoir assez de compétences, de ne pas être capables. Or, tout le monde peut s'engager. Les JMJS c'est aussi l'occasion pour une fois, de montrer que les jeunes sont une ressource positive et non pas qu'une source de problèmes.



Bertrand Coly, 21 ans, en formation d'éducateur spécialisé à Orléans et bénévole au MRJC

Je suis arrivé au Mouvement rural de jeunesse chrétienne par l'intermédiaire d'un camp d'été interculturel en 1997. Aujourd'hui je suis animateur d'un groupe de lycéens, « les Révolycées », qui tente d'améliorer le lycée en y créant un véritable lieu de vie et de lien social. Le lien social est le maillon indispensable pour lutter contre les inégalités. Avoir des projets, des rêves communs permettent de gommer les inégalités. Je réfléchis également à la mise en place d'un réseau réciproque d'échange de savoirs en milieu rural : on cherche à instaurer un réseau de donneurs et de receveurs de savoirs (culinaires, informatiques...) sur le principe de la gratuité.

Pour moi, tout engagement est une formation à la fois pratique et personnelle. Ça me donne des pistes dans mon parcours de vie, des points de repère et des valeurs qui me portent. Grâce au MRJC, j'ai découvert ma capacité à changer les choses : j'ai envie de devenir acteur de l'avenir du monde et de mon propre devenir. C'est un objectif excitant et dynamisant qui crée en moi une véritable émulation. L'engagement est un défi qui me donne envie d'aller vers l'avant, un défi qui m'anime.

Aujourd'hui, les associations d'éducation populaire sont en crise car on réduit fortement leurs moyens. Il y a de plus en plus de financements sur des projets individuels et à court terme. C'est dommage et j'espère que la campagne des JMJS pourra faire changer les choses en mettant en avant la nécessité de ces actions collectives de solidarité.

Christophe Boulier, volontaire à Unis-Cité à Paris

Après mes études en économie, j'avais envie d'être utile pour la société et de donner un peu de moi. Je me suis donc engagé comme volontaire au sein de Unis-Cité. Être volontaire, c'est un engagement au quotidien. C'est du temps plein pendant neuf mois.

J'effectue différentes actions de solidarité : visite des personnes âgées, distribution de repas, animation dans des centres d'accueil... J'ai justement choisi Unis-Cité pour cette diversité au sein des projets et des équipes. Ces différentes problématiques et cette mixité m'ouvrent l'esprit. J'apprends tous les jours des gens que je rencontre. Ils m'offrent une vision plus concrète de la réalité. C'est une expérience humaine et professionnelle très nourrissante car le travail en équipe est difficile. On apprend à être à l'écoute des autres et à agir ensemble.

En plus du terrain, il y a un temps de sensibilisation citoyenne où l'on réfléchit sur les problèmes de société et un temps où l'on peut préparer son projet d'avenir. Cette expérience a éveillé mon engagement et mon envie d'améliorer les choses. Quand on est volontaire, on apprend à agir et à réfléchir.

Les JMJS sont une initiative positive car elles permettent de fédérer des gens qui ne se connaissent pas. C'est un lieu de rencontre très riche. De plus, promouvoir l'engagement des jeunes est essentiel car ce sont les futurs adultes de demain. Il faut exploiter leur fougue et leur dynamisme pour construire un avenir solide et meilleur.



Hélène Marsot, 26 ans, en formation professionnelle d'import-export à Nantes et bénévole aux « Éclaireurs et Éclaireuses de France »

Parmi les actions des EEDF, l'association aide des jeunes à monter des projets pour partir en camp d'été : échange interculturel avec des scouts tunisiens, projet centré sur la lutte contre la xénophobie en Pologne et à Auschwitz, échange avec des jeunes de Croatie...

Toutes ces réalisations sont possibles grâce à l'appui et l'expérience des adultes, jeunes et moins jeunes, qui vont les accompagner tout au long de l'année et lors du projet. Je crois beaucoup à l'intergénérationnel. C'est magique car les conseils de chacun sont bons à prendre.

Au sein des EEDF, je suis membre de l'équipe internationale et notamment formatrice sur des questions interculturelles et de citoyenneté européenne. Lorsqu'il s'agit de projet à l'international, la préparation à l'interculturel prend une place importante. Cette démarche de découverte permet un recul nécessaire par rapport à sa culture. La rencontre avec l'Autre fait prendre conscience qu'il existe différentes réalités de la nôtre. Ce que j'aime dans mon action c'est travailler sur les préjugés, les stéréotypes et faire évoluer les mentalités. J'ai tendance à croire qu'en ajoutant sa goutte d'eau, on peut faire bouger les choses. C'est pour ça que je crois beaucoup aux projets locaux. Le projet des EEDF vise à éveiller le sens civique des jeunes. Pas forcément en faisant partie d'une association, mais en s'engageant dans sa vie quotidienne : les ados se rendent compte qu'ils peuvent eux aussi être acteurs de la société. Les jeunes peuvent influencer sur la société grâce à leurs idées innovatrices, c'est important de le rappeler lors des JMJS.



Volontaires! numéro spécial

publié par l'afev

26 bis, rue de Château-Landon – 75010 Paris

Tél. 01 40 36 01 01

pole.national@afev.org

Directrice de la publication

Anne Korobelnik

Ont élaboré ce numéro

Mathias Bocabeille, Matthieu Crocq,
Nicolas Delesque, Paul Falzon-Monferran,
Eunice Mangado, Anne-Sophie Morel,
Christophe Paris, Elise Renaudin,
Jérôme Sturla, Tanguy Tollet, Justine Valin

Impression

Centr'imprim

36100 Issoudun

Dépôt légal à parution

ISSN 1765-4408

Antonin Durand, 21 ans, bénévole au Génépi et étudiant à l'École normale supérieure de Paris

Je suis très investi au sein du Génépi car en plus de donner des cours d'alphabétisation à un détenu une fois par semaine, je suis aussi responsable du groupe de la Santé. Le fait d'intervenir en prison me convient très bien car ces personnes ont des parcours diamétralement opposés au mien. Comme le dit le fondateur du Génépi, « les étudiants représentent un peu la partie de la population en pleine ascension, contrairement aux prisonniers qui sont en arrêt sur image ». Grâce à cette réelle différence, on a une relation très particulière avec eux et un véritable échange. Je ne suis pas là pour faire de la charité car je m'enrichis énormément. J'apprends autant avec eux que dans l'enseignement scolaire. Pour moi, quelle que soit la manière dont on s'engage, c'est toujours l'occasion de s'ouvrir sur des univers différents qu'on ne connaît pas. Je trouve d'ailleurs très dommage qu'il y ait si peu de bénévoles dans les grandes écoles. L'engagement leur permettrait d'ouvrir leurs champs de vision.

Ce que je trouve très bien dans les JMJS, c'est notamment la rencontre avec les autres associations : c'est l'occasion pour nous d'échanger nos expériences. Le slogan « Pas de quartier pour les inégalités ! » me paraît pertinent car si ce travail est bien mené en amont, on aura peut être moins de prisons, moins de misère en aval.



Camille Darde, 22 ans, étudiante en DESS de coopération de l'action humanitaire à Paris, stagiaire chez Max-Havelaar

Depuis que j'ai l'âge de 10 ans, j'ai envie d'aider les gens et d'en faire mon métier. Je n'ai pas l'impression de faire ma B.A, c'est naturel. J'ai donc été bénévole à l'association Icare, puis à la Croix rouge, pour enfin monter ma propre association dont je suis aujourd'hui présidente. Son objectif est de mettre l'art à la portée de tous. On fait donc des interventions sous forme d'expositions ou d'ateliers dans des hôpitaux, maisons de retraite, foyers d'accueil etc. On lance même un projet au Brésil pour cet été : l'objectif est d'ouvrir un centre d'animation culturelle dans une école d'une favela pendant 2 mois (pièces de théâtre, spectacle de danse, et exposition de peinture). Et tous les fonds récoltés lors des représentations seront reversés directement à l'école et réinvestis dans le centre culturel.

Parallèlement à ma vie associative, je suis aussi stagiaire chez Max-Havelaar. Je suis très contente d'être impliquée dans le commerce équitable car il s'agit d'une démarche sur le long terme qui permet aux agriculteurs de devenir autonomes. Le commerce alternatif mène donc un vrai combat pour réduire les inégalités. Je suis tellement privilégiée, que ça me paraît normal de rendre la pareille à ceux qui n'ont pas la même chose.

Les JMJS, c'est super bien car on a trop souvent tendance à croire qu'il n'y a que des retraités qui font du bénévolat. Or, c'est de moins en moins le cas. Mettre en avant la solidarité chez les jeunes est une bonne chose car le secteur associatif a besoin de leur dynamisme pour renouveler les idées et les préoccupations.



Marianne Breton, 24 ans, bénévole pour la campagne « Trop C Trop » et étudiante en master de droits de l'homme à Lyon

J'ai bien conscience, en tant qu'étudiante, de faire partie des privilégiés. Depuis un an, j'essaie donc de mettre mes connaissances juridiques au service du droit des étrangers et des sans-papiers. Aujourd'hui, je soutiens la campagne « Trop C Trop », qui lutte pour le numerus clausus en prison : j'essaie de faire le lien avec des compagnies ou structures des arts du cirque et de la rue, qui soient des médiateurs de notre combat. Un spectacle peut constituer un bon support d'échange et d'engagement, plus accessible et participatif qu'un discours magistral. La prison, c'est un thème transversal, en ce qu'il touche tout le monde ; et très précis, car on s'occupe de la surpopulation carcérale. Pouvoir suivre un projet dans sa finalité et en décoder les mécanismes m'intéresse beaucoup. En plus, j'apprends à m'accorder au niveau d'un groupe. Le bénévolat c'est un véritable temps de formation à la solidarité et à l'expérience.

Chacun dans sa vie au quotidien, dans ses choix, dans sa consommation, peut à son niveau lutter contre les inégalités. Moi, j'ai l'impression d'avancer. Je suis enfin au cœur de l'action.

Pour moi, la solidarité étudiante est nécessaire, surtout quand on a la chance d'être étudiant. Et les JMJS, c'est un super moyen pour éveiller l'intérêt des jeunes. C'est l'occasion d'aller vers les autres étudiants. En plus, c'est chouette de voir toutes les associations réunies !

Philippe Pasquier, 29 ans, intérimaire à Toulouse et bénévole chez les Petits Débrouillards

Depuis l'âge de 17 ans je suis dans le milieu associatif. J'ai commencé par animateur dans un club de foot en banlieue et maintenant je suis chez les Petits Débrouillards. Je travaille particulièrement sur le programme « Cités débrouillardes » : on sensibilise les jeunes des cités à des questions comme les changements climatiques, l'éco-citoyenneté, l'environnement... On intervient surtout l'été, car beaucoup d'entre eux ne partent pas en vacances. On essaye de leur faire découvrir la science à l'aide d'expériences simples et amusantes. C'est un véritable engagement pédagogique et politique. C'est très instructif autant pour eux que pour moi. Ce décloisonnement de la culture permet d'éveiller leur curiosité, l'esprit critique, et d'élargir leurs horizons. Et moi, ça me permet de relativiser mes propres problèmes et d'être ancré dans leur réalité. De plus, sur le plan de la culture générale, je progresse aussi car j'ai accès à un gros réseau de relations composé de chercheurs, d'étudiants, de travailleurs sociaux...

Parfois, on est un peu désabusé. On a envie de baisser les bras, mais les gosses ont tellement de choses à nous apprendre que ça vaut quand même la peine de se battre. C'est pour ça que les JMJS ont un rôle à jouer. Non seulement ces journées permettent de faire plein de rencontres fructueuses. Mais en plus, elles permettent aux bénévoles de se sentir soutenus et reconnus dans leur actions. Et reconnaître, valoriser l'expérience du bénévolat, c'est aussi leur donner envie d'aller au bout de leur engagement citoyen.



Nicolas Jean, 24 ans, étudiant en économie internationale à Bordeaux et bénévole des Jeunes Européens France

J'ai décidé d'être bénévole chez les Jeunes Européens, parce que j'en avais marre d'être passif en cours. Je voulais me rendre utile à un projet. J'ai choisi de m'engager dans la construction européenne car je trouve qu'il y a trop d'idées fausses qui circulent sur l'Union. Or, l'Europe c'est notre vie, notre avenir à tous. J'essaie donc grâce à des cafés européens accessibles à tous, de faire découvrir l'Europe, de susciter la curiosité et le questionnement sur cette nouvelle forme de citoyenneté. En plus de ces interventions, je suis trésorier national des Jeunes Européens et président du groupe local sur Bordeaux. Ça me prend beaucoup de temps, mais j'ai une réelle satisfaction en contrepartie. Je sais que je ne changerai pas la vision de tous les Français mais je participe petit à petit à faire bouger les mentalités.

C'est comme les JMJS : elles ne vont pas annuler la pauvreté dans le monde, ni permettre à tous les enfants de lire et écrire, mais c'est déjà un pas vers un idéal. Et je suis partisan de cette méthode des petits pas qui font de grandes avancées. Je trouve que la thématique des inégalités dans les quartiers est pertinente car le quartier c'est le 1er périmètre de citoyenneté. C'est un devoir de renforcer les liens qui existent.

Pour moi, l'engagement est essentiel mais le souci, c'est qu'on n'est pas assez. Les jeunes ont leur vie bien tranquille et rangée et ne veulent pas s'engager. Notre génération est assez passive, c'est dur de remuer les gens. C'est dommage car c'est important non seulement pour la société, mais aussi pour la personne car ça la fait sortir de son quotidien et de ses a priori.





Être utile

Festival

Journées Mondiales des Jeunes Solidaires

● 3ème ÉDITION ●

Mercredi 29 mars à Paris

Pas de quartier pour les inégalités ! Lancement des journées mondiales des jeunes solidaires au Cabaret Sauvage. 18h-20h : débat-forum : "inégalités et éducation". 20h-24h : K2R Riddim + Bam's + Mouss et Hakim (ex-Zebda) + Commando Collègues (3 euros en prévente). www.jeunes-solidaires.org

Du jeudi 30 mars au dimanche 2 avril

Seminaire Européen à Paris : Relancer la Constitution européenne Quelles institutions pour quelle Europe ? Rassemblement de jeunes militants venus de plusieurs pays européens pour poursuivre les débats sur le projet européen suite au référendum du 29 mai 2005. www.jeunes-europeens.org

Samedi 1er avril

Les 30 ans du Génepi. Les 1er et 2 avril 2006, les assises du Génepi seront européennes! Pour ses 30 ans, le Génepi décide d'élargir sa réflexion et de porter à la connaissance du plus large public les nouvelles règles pénitentiaires européennes, rééditées par le Conseil de l'Europe en janvier 2006. Pour promouvoir des conditions d'incarcération respectueuses de la dignité humaine en Europe, pour faire valoir des expériences innovantes, les bénévoles du Génepi et de nombreux acteurs des milieux carcéral et judiciaire - universitaires, politiques, associatifs de France et d'autres pays d'Europe - se réuniront à l'Hôtel de Ville de Paris pendant deux jours de conférences, de tables rondes et de discussions. www.genepi.fr

Mercredi 5 avril de 14h à minuit à la Condition publique (Roubaix)

Une journée de fête et d'action avec un forum de l'engagement associatif, des artistes, des débats citoyens, des performances, des concerts, du théâtre, des expositions, des jeux flamands. En concert : les Blaireaux + le Ministère des Affaires Populaires (paf : 5 euros, prévente : 3 euros). www.jeunes-solidaires.org

Jeudi 6 avril à Lyon de 18 h à 1 h

Pas de quartier pour les inégalités! au Transbordeur. Lo'jo + N&SK + Dokhandeme Sound System + Alpha Pétulai + Plateau Electro Nuits Sonores et aussi la Hors De La Lily (paf : 3 euros Fnac ou afev) et deux débats : "Quelle(s) révolte(s) pour quel(s) changement(s)?" "S'éduquer pour exister?". www.jeunes-solidaires.org

Samedi 8 avril à Nantes

Les jeunes ont des choses à vous dire... 9h-19h sur le cours des 50 otages : le village des jeunes solidaires (animations, expositions, ...). 20h30 à l'Olympic : Lo'jo + Santa Macairo Orkestar + Smith & Wesson (invitations à retirer sur le cours des 50 otages, au CRIJ et à l'atelier des initiatives). www.jeunes-solidaires.org

Mercredi 12 et jeudi 13 avril à Toulouse

la Solidarité à son Zénith, épisode 2. Mercredi 12 et jeudi 13 avril de 10 h à 18 h au Parc des Expositions de Toulouse (salle Jean Mermoz) : forum associatif : débats, animations. Le jeudi 13 avril au Zénith de Toulouse à partir de 18 h : Dionysos + Mouss et Hakim + la Phaze + Commando Collègues (10 euros sur place, 9 euros en prévente). www.jeunes-solidaires.org

Lundi 24 au dimanche 30 avril

Campagne Mondiale pour l'Education 2006. Le thème de la CME cette année, qui coïncide avec le 40^e anniversaire de la recommandation OIT/UNESCO relative au statut des enseignants, est de confronter nos dirigeants à la réalité des millions d'enfants et d'adultes privés d'une vraie éducation de qualité car ils ne bénéficient pas d'une éducation délivrée par des professionnels qualifiés et compétents. "Chaque enfant a besoin d'un enseignant" sera le slogan de la Semaine Mondiale d'Action 2006. www.solidarite-laique.asso.fr

Samedi 29 avril au dimanche 14 mai

6^e Quinzaine du commerce équitable. Tout au long de la Quinzaine, un bus aux couleurs de l'ONG Max-Havelaar sillonnera la France à la rencontre des citoyens dans huit grandes villes : Paris, Lille, Strasbourg, Lyon, Nice, Montpellier, Bordeaux, Nantes, avec à bord un parcours ludo-éducatif et des animations pour mieux comprendre le commerce équitable, l'économie rurale du Sud? et des milliers d'animations partout en France. www.maxhavelaarfrance.org

Vendredi 7 et samedi 8 avril à Lille

Journées du volontariat d'Unis-Cité. Réunions d'information sur ces journées les 30 et 31 mars. www.unis-cite.org



Pas de quartier pour
les inégalités !

JEUNES
SOLIDAIRES

AVEC LA PARTICIPATION DE :

- Autre Monde,
- Éclaireuses et Éclaireurs de France,
- Fédération Nationale Léo-Lagrange,
- Forum Réfugiés, Fuaj, Génepi,
- Jeunes Européens France,
- Max-Havelaar, MRJC,
- les Petits Débrouillards,
- Solidarité Laïque, Unis-Cité.

